

Les Ukrainiens écartelés entre la dureté des batailles, les tourments de l'exil et la peur de rentrer

PAR MATHILDE GOANEC
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 23 MAI 2022



Dans une zone d'enregistrement et de traitement des personnes déplacées à Zaporijia, en Ukraine, le 6 mai 2022. © Photo Dimitar Dilkoff / AFP

L'Ukraine, qui entre dans son quatrième mois de guerre, a pour le moment échappé au pire: l'invasion totale du territoire national. Mais le pays reste déchiré, entre celles qui ont fui à l'étranger la menace russe, celles qui rentrent d'un exil forcé, parfois dans une grande détresse matérielle, et ceux qui se battent, à l'est et au sud.

Oleksiy, le professeur, **racontait**, le 24 février dernier, la pluie de bombes sur Odessa. Il se trouve aujourd'hui quelque part entre Mykolaïv et Kherson, dans le sud-est de l'Ukraine, en tant que soldat. À 42ans, engagé dans le corps de réserve de l'infanterie, Oleksiy sert dans la base arrière de l'armée ukrainienne, en déplacement permanent afin de sécuriser les zones rendues à l'Ukraine après plusieurs semaines de combats d'artillerie.

Pour nous parler au téléphone, il s'est éloigné de quelques mètres du camp militaire provisoire. «*Nous sommes dans un petit village, il y a des cognassiers en fleurs devant moi, quelques cochons et des oiseaux. La plupart des maisons sont abandonnées, les habitants ont fui.*»

Il s'agit, pour Oleksiy et ses camarades, de garder une route, sécuriser un pont, repérer des troupes mobiles adverses, sans se faire remarquer par l'armée russe, car «*il y a de la reconnaissance par les airs, les drones, des deux côtés*». Le matériel militaire, fourni de manière continue mais chaotique par plusieurs

dizaines de pays à la fois, n'est pas toujours adapté. Leurs gilets pare-balles sont bleus et tranchent dans le vert de la campagne ukrainienne au printemps.



Évacuation de familles dans un bus blindé, de la ville de Lyman, dans l'est de l'Ukraine, le 2 mai 2022. © Photo Yasuyoshi Chiba / AFP

La femme et la fille d'Oleksiy sont parties une semaine après le début de la guerre, pour s'installer provisoirement en France, avec de grandes difficultés, «*parce que c'est nouveau, parce qu'il faut s'adapter, qu'elles ne parlent pas la langue...*». Oleksiy avait dit il y a trois mois à son épouse qu'il s'engageait dans la défense territoriale pour ne pas l'inquiéter, mais il est parti à l'armée, se battre. «*Bien sûr, ma femme n'était pas contente, mais c'est l'état de guerre, il faut y être.*» «*C'est notre maison que nous sommes en train de défendre, nous n'en avons pas d'autre*, explique Oleksiy. *Que faudrait-il faire face aux Russes? Nos bagages et s'en aller?*»

Cette nouvelle vie de troupe n'est pas simple. Les réservistes, certains plus très jeunes, découvrent tout à la fois et à marche forcée la vie collective, la guerre, le compagnonnage entre milieux sociaux très différents, et l'obéissance à des décisions militaires venues d'en haut, dont on ne comprend pas toujours la logique. «*Cela devient dur de lire les actualités, sans pouvoir directement se battre. Certains disent qu'il faudrait répondre du tac au tac. Ils font des atrocités, nous devrions faire de même, mais cela ne résout rien. Nous avons affaire à des fous à lier, qui se jettent sur nous en imaginant que nous sommes des monstres. Mais nous ne sommes pas des fous, et nous vivons juste à côté d'eux.*»

Katerina Khaneva, activiste pour les droits des femmes, réfugiée dans le district de Sviatohirsk, a **organisé pendant de longues semaines** avec d'autres bénévoles l'évacuation des habitantes et habitants de la ville d'Izioum, aux portes du Donbass. La ville,

conquise par les Russes mais assiégée par l'armée ukrainienne, a été littéralement noyée sous les tirs d'obus depuis le début de la guerre.

Katherina s'est depuis déplacée en «Ukraine occidentale», et ne souhaite pas donner plus de détails. Une partie de son équipe est restée sur place pour faire face à la situation humanitaire, devenue chaque jour plus critique. La jeune femme continue de s'activer nuit et jour auprès des personnes déplacées à l'intérieur du pays et pour les communautés touchées par la guerre. *«Nous travaillons principalement avec des femmes et des enfants. Il s'agit d'une aide humanitaire, sociale et psychologique. Dans un avenir proche, nous prévoyons de commencer à travailler avec des femmes ayant subi des violences sexuelles, et nous mènerons également des campagnes d'information sur ce sujet afin de réduire la stigmatisation.»*

Comme nombre d'habitantes de l'est du pays, Katerina Khaneva rappelle qu'elle vit *«dans cette guerre depuis huit ans»*, même si elle ne devient *«visible et totale»* qu'aujourd'hui. *«Beaucoup des personnes avec lesquelles nous travaillons actuellement ont dû déménager plusieurs fois depuis 2014. Beaucoup n'ont tout simplement plus aucun endroit où retourner car il y a de grands risques que ces zones soient tout simplement détruites, rasées jusqu'au sol.»* La fin de la guerre, considère-t-elle, ressemblera pour elles à un *«lent, très lent processus»*.

L'exil, à durée indéterminée

La maison d'Anastasia*, **dans la banlieue de Kharkiv**, a tenu bon. Ses occupantes ont fui les lieux le 20 mars, une décision longtemps repoussée et *«difficile à prendre»*. Son mari, professeur resté au pays selon les ordres, s'est lui engagé dans la défense territoriale, alors que son frère sert pour la troisième fois dans l'armée depuis 2014.

«La peur m'a décidée», explique Anastasia, traductrice. *«Les frappes s'approchaient de notre village et nous avions de fortes chances que ça tombe dans notre cour. Mais, à vrai dire, cela ne me faisait pas aussi peur que l'arrivée des Russes eux-mêmes. Je savais ce qui se passait dans les villes et villages occupés et courais un*

grand risque. Mon frère est dans l'armée ukrainienne et j'ai beaucoup écrit sur les réseaux sociaux. Si les Russes étaient arrivés chez moi, je serais morte, mais pas très vite. Et je ne voulais pas que ma fille de dix ans se fasse violer.»



Dans une zone d'enregistrement et de traitement des personnes déplacées à Zaporijia, en Ukraine, le 6 mai 2022. © Photo Dimitar Dilkoff / AFP

À l'arrivée en France, bref instant de joie. Une famille française, rencontrée grâce à ses publications sur Facebook, a accueilli Anastasia, sa mère et sa fille à l'aéroport et les loge depuis dans sa propre maison. *«Le niveau d'angoisse reste très élevé, mais je me sens beaucoup plus en sécurité ici. Le plus dur, c'est de vivre ça avec mes proches. Ma fille pleure la vie qu'elle avait en Ukraine, ma mère ne parle pas français, et les soutenir toutes les deux demande beaucoup de force.»*

Sur sa page Facebook, quand elle était encore en Ukraine, Anastasia écrivait de longs textes, décrivant la difficulté à se regarder le matin après des nuits de bombardements, les traits tirés, sans maquillage, décoiffée, comme si la vie d'avant n'existait plus. *«Aujourd'hui encore, je continue d'utiliser le présent pour tout un tas de choses qui sont restées dans le passé. C'est quand je comprends cela que j'ai du chagrin. J'ai l'habitude d'avoir des projets. Mais cela demande des forces que je n'ai pas pour le moment. Comprendre et accepter cette image de moi, c'est difficile et frustrant.»*

Pour Dariya Bibikova et ses filles, le chemin depuis l'Ukraine s'est arrêté il y a un mois en Belgique, près de Namur, chez des amis. Toutes les trois bénéficient comme partout en Europe du statut de protection temporaire. Avant la guerre, le mari de Dariya s'occupait des enfants. Il continue à distance, grâce à une tablette, à jouer, discuter, ou faire un

peu d'école à la cadette, pendant que l'aînée suit les cours en ligne dispensés par des professeurs depuis l'Ukraine.

« Il prépare aussi le potager à la maison, raconte Dariya. C'était notre guerre à nous, on se chamaillait tout le temps là-dessus, je pensais que c'était trop d'efforts alors qu'on trouvait de tout dans les magasins... Mais cette année, c'est différent, tout le monde se met à planter des pommes de terre, de peur de se retrouver en insécurité alimentaire. »

Pendant ce temps, à plusieurs milliers de kilomètres de la capitale ukrainienne, Dariya cherche du travail et affronte les méandres du système belge, cet appartement qu'on ne peut pas louer sans salaire, mais pour travailler il faut trouver une solution de garde des enfants. Le serpent se mordille la queue. « Mon mari, resté à Kyiv, pense que c'est trop tôt pour revenir, donc j'essaye de me projeter ici en Belgique pour un an. Il y a moins d'attaques, bien sûr, mais il y a encore trois semaines, une personne est morte après un tir, le jour de la visite du chef de l'ONU. C'était à quatre kilomètres de chez mes parents. Une semaine avant, une roquette est tombée près de Brovary [commune de la banlieue de Kyiv, où de nombreux combats ont eu lieu – ndlr] où nous habitons. Il y a des problèmes d'essence, la vie quotidienne est très perturbée. »

Le retour au pays

Des milliers d'Ukrainien-es, depuis le reste de l'Europe ou de Lviv, se sont néanmoins élancé-es vers Kyiv, quelques jours à peine après que les Russes eurent déserté les lieux, laissant derrière eux des villages entiers ravagés, au nord et à l'est de la capitale. Liubov Tsybul'ska, fondatrice du Centre pour les communications stratégiques et la sécurité de l'information du gouvernement ukrainien, est rentrée

il y a un mois, après s'être retrouvée au début du conflit «coincée» dans les pays baltes, où elle assurait une série de conférences.



Un soldat des forces spéciales ukrainiennes surveille la zone autour d'un pont détruit au nord de Kharkiv, le 16 mai 2022. © Photo Dimitar Dilkoff / AFP

« Nous sommes doucement en train de reprendre une vie normale, il y a encore des alertes aériennes mais ce n'est plus aussi dangereux, explique-t-elle. Les rues sont pleines de gens, les cafés et les restaurants ont rouvert. Mais on ne peut pas dire que nous nous pensons en pleine sécurité, ce qui se passe à l'est est dévastateur et tous nos efforts sont concentrés sur les personnes là-bas. »

La jeune femme a repris son poste de conseillère du ministère ukrainien de la défense à Kyiv, toujours aussi remontée contre l'Occident. « Certains pays ont pris leur responsabilité, nos voisins, les pays baltes, les États-Unis, la France aussi, même si trop doucement selon moi. Les élites corrompues allemandes sont une grosse part du problème, elles veulent reprendre le business comme avant. »

« Je m'excuse, mes mots sont violents. » Comme il y a trois mois, **dans un entretien accordé à Mediapart**, la chercheuse reconnaît avoir un ton fort peu diplomatique. « Cela reste bouleversant à vivre. Or nous ne réclamons que deux choses, pas que l'on se batte pour nous, mais des armes et des sanctions contre la Russie. Si vous continuez d'acheter du gaz et du pétrole à ce pays, vous financez cette guerre. Pas le système éducatif, les routes ou les hôpitaux russes, vous financez la destruction et les meurtres en Ukraine. Et cela me désole de voir des gouvernements ne pas comprendre cela. »

À Irpin et à Boutcha, beaucoup des ami-es ou voisins d'Anastasia sont déjà revenus. Des centaines de volontaires se sont également attelés à nettoyer les

rues, évacuer les gravats, alors que les enquêtes se multiplient sur les crimes de guerre commis dans cette grande banlieue kyivienne.

« *Il s'est passé des choses terribles là où je vis, je ne suis pas prête encore à rentrer. Mais c'est mon pays, c'est ma maison, je reviendrai.* » Anastasia poursuit son exil en Roumanie, pas encore vraiment remise de l'épreuve terrible subie à Boutcha (*lire ici son témoignage*). Elle vit avec sa sœur et leurs enfants dans les appartements mis à disposition par une communauté baptiste.

Les deux sœurs se remémorent parfois les explosions, le calvaire enduré au cours de ces dizaines de jours cachées alors que les combats déchiraient la

ville. Elles suivent avec effroi le long feuilleton du martyr de Marioupol, consolent leurs enfants qui veulent retrouver leur école et leur maison, en Ukraine. Le temps s'est comme figé, décrit Anastasia, «*étonnamment calme et endormi, avec la soif simple du survivant*».

Boite noire

* Prénom d'emprunt.

Toutes les personnes interrogées en France, en Belgique, en Roumanie et en Ukraine ont été jointes par téléphone ou messagerie.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris